



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Accord cadre à bons de commande et à marchés subséquents
(article L.2125-1 et R.2162-1 et R.2162-14 du code de la commande publique)

Appel d'offre
(articles L.2124-1 et L.2124-2, R. 2124-1, R.2124-2, R.2161-1 à R.2162-6 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique)

Travaux d'installation, fourniture et mise en service de systèmes de sûreté électronique des services du ministère de l'Intérieur dans la zone de défense et de sécurité Ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Normandie, Centre-Val-de-Loire) ainsi que pour les services des préfectures

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Le présent CCAP comporte 42 pages dont celle-ci.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
1.1 Objet du marché et lieux d'exécution.....	6
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	6
2.1 Pouvoir adjudicateur.....	6
2.2 Organisme passant le marché.....	6
2.3 Comptable assignataire.....	6
2.4 Services bénéficiaires maîtres d'ouvrages.....	6
2.5 Rôle de la DZTNUM du SGAMI Ouest.....	7
2.6 Maîtrise d'œuvre / Conduite de l'opération / Contrôle technique de construction, CSPS, OPC.....	7
2.7 Titulaire.....	7
2.7.1 Co-traitant.....	8
2.7.2 Sous-traitant.....	8
2.7.3 Sous-traitant de second rang.....	8
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES	9
3.1 Pièces particulières.....	9
3.2 Pièces générales.....	9
ARTICLE 4 - CLAUSES DE CONFIDENTIALITE ET SITES SECURISES	9
4.1 Obligation de confidentialité.....	9
4.2 Protection des données à caractère personnel.....	9
4.3 Travaux sur site sécurisé.....	10
ARTICLE 5 - TYPE DE PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT	10
5.1 Procédure de passation.....	10
5.2 Allotissement et montant maximum par lot.....	10
5.3 Forme multi-attributaires de l'accord-cadre.....	10
5.4 Limitation du nombre de rang n°1 par titulaire de lots.....	11
ARTICLE 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	11
6.1 Durée de l'Accord-Cadre.....	11
6.2 Délai d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents.....	11
ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	11
7.1 Bons de commande pour les besoins estimés entre 0€ à 249 999€HT.....	11
7.1.1 Attribution des bons de commande (expression de besoin, visite et étude).....	11
7.1.2 Informations du devis.....	12
7.1.3 Emission des bons de commande.....	12
7.1.4 Système de sollicitation des titulaires en cascade.....	13
7.2 Marchés subséquents pour les besoins estimés entre 250 000€HT à 699 999€HT.....	13
7.2.1 Procédure de passation des marchés subséquents.....	13

7.2.2 Modalités des conditions de remise en concurrence.....	14
7.2.3 Notification du marché subséquent.....	14
7.2.4 Relations entre Accord-Cadre et Marché subséquent.....	14
7.3 Fourniture des documents d'exécution.....	14
7.4 Pour les besoins supérieurs à 699 999€HT ou relevant d'un projet immobilier supérieur à 699 999€HT.....	14
ARTICLE 8 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS	14
8.1 Délai d'exécution des prestations.....	14
8.2 Prolongation des délais d'exécution.....	15
8.3 Retard dans l'exécution des travaux.....	15
ARTICLE 9 - ECHANGES AVEC LES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	15
9.1 Notification et information.....	15
9.2 Format et support pour la remise des études.....	16
9.3 Ordres de service.....	16
9.3.1 Pour l'exécution des prestations.....	16
9.3.2 Pour la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs.....	17
ARTICLE 10 - CLAUSES FINANCIÈRES	17
10.1 Prix.....	17
10.1.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	17
10.1.2 Approvisionnements.....	17
10.1.3 Modalités de variation des prix.....	17
10.1.4 Clause de sauvegarde.....	18
10.1.5 Répartition des dépenses communes.....	18
10.1.6 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	18
10.2 Garanties financières.....	19
10.3 Avance – Option A.....	19
10.4 Modalités de règlement des comptes.....	19
10.4.1 Facturation électronique et mentions obligatoires des factures sous forme électronique.....	19
10.4.2 Modalités de transmission des factures électroniques.....	20
10.4.3 Projets de décompte.....	20
10.4.4 Délai global de paiement.....	22
10.4.5 Intérêts moratoires.....	22
10.4.6 Paiement des co-traitants.....	22
10.4.7 Paiement des sous-traitants de premier rang.....	22
10.4.8 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	22
10.5 Cession ou nantissement de créances.....	22
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RÉALISATION DES OUVRAGES	22
11.1 Assurances.....	22
11.1.1 Assurances du maître d'ouvrage.....	23
11.1.2 Assurances du titulaire.....	23
11.1.3 Dégradations causées aux voies publiques et bâtiments.....	23
11.1.4 Protection de chantiers.....	23
11.2 Caractéristiques des matériaux et des produits.....	23
11.3 Préparation des travaux.....	24
11.3.1 Période de préparation.....	24
11.3.2 Registre de chantier.....	24
11.4 Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail.....	24

11.5 Installation et organisation du chantier.....	24
11.5.1 Installation du chantier.....	24
11.5.2 Alimentation des fluides.....	24
11.5.3 Stockage de matériel et de matériaux.....	24
11.5.4 Signalisation et fermeture de chantier.....	25
11.5.5 Gestion des déchets de chantier.....	25
11.5.6 Horaires de chantier.....	25
11.6 Hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	25
11.7 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	26
ARTICLE 12 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	26
12.1 Essais et contrôle des ouvrages.....	26
12.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	27
12.3 Documents fournis après exécution.....	27
12.4 Réception.....	27
12.5 Levée des réserves.....	27
12.6 Garantie des prestations et des équipements électroniques de sûreté.....	27
ARTICLE 13 - Reporting demandé au titulaire	28
13.1 Rapport hebdomadaire.....	28
13.2 Rapport mensuel et réunion mensuelle.....	28
13.3 Rapport trimestriel.....	28
13.4 Reporting annuel.....	28
ARTICLE 14 - ATTESTATIONS FISCALES, SOCIALES ET ASSURANCES	28
14.1 Documents à remettre préalablement à la notification du marché.....	29
14.2 Documents à remettre tous les 6 mois.....	29
ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN	29
15.1 Modifications de certaines prestations.....	29
15.2 Modification des caractéristiques techniques.....	30
15.3 Modification du montant maximum des prestations par lot.....	30
15.4 Ajustement périodique du BPU par lot.....	30
15.5 Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	30
15.5.1 Prolongation de la durée du contrat.....	30
15.5.2 Surcoûts éventuels.....	31
15.6 Transfert du marché à un autre titulaire.....	31
15.7 Retrait d'un bâtiment, d'un espace ou de certains équipements (hors périmètre clause de réexamen).....	31
ARTICLE 16 - CLAUSE SOCIALE	31
16.1 Mise en œuvre de la clause sociale.....	31
16.1.1 Bons de commande de 180 000€ à 250 000€ : Immersion en entreprise (hors région CVL).....	32
16.1.2 Marchés subséquents supérieurs à 250 000€HT : heures de clauses d'insertion.....	33
16.1.3 Non réalisation de l'objectif d'insertion sociale.....	34
16.2 Certification achats responsables.....	34

16.3 Label « Egalité « Homme-Femme » et lutte contre les discriminations.....	35
ARTICLE 17 - CLAUSES ET ENVIRONNEMENTALES	35
ARTICLE 18 - CLAUSES DE CYBERSECURITE	36
18.1 Préliminaires portant protection de l'information.....	36
18.2 Règles relatives au règlement général sur la protection des données.....	36
18.2.1 Généralités.....	36
18.2.2 Hébergement et accès aux données.....	36
18.2.3 Exigences de sécurité.....	36
18.2.4 Auto-contrôle du titulaire.....	37
18.2.5 Incidents de sécurité.....	37
18.2.6 Sous-traitance.....	38
18.2.7 Transfert du marché.....	38
ARTICLE 19 - PÉNALITÉS	38
19.1 Modalités d'application.....	38
19.2 Cas de cumul et plafond.....	38
19.3 Force majeure.....	39
19.4 Montants des pénalités.....	39
ARTICLE 20 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	40
20.1 Résiliation du marché.....	40
20.2 Redressement ou liquidation judiciaire.....	41
ARTICLE 21 - LANGUE	41
ARTICLE 22 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	41
22.1 Accord à l'amiable.....	41
22.2 Modes alternatifs.....	41
22.3 Procédure contentieuse.....	42
ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	42

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché et lieux d'exécution

Le présent règlement concerne les travaux d'installation, la fourniture et la mise en service de systèmes de sûreté électronique pour les services de ministère de l'intérieur et des outre-mer de la zone ouest. Les services concernés sont listés dans l'annexe « liste des services »).

La description des ouvrages, opérations, matériels associés et leurs spécifications techniques sont indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Par convention, le code de la commande publique est désigné sous la terminologie CCP et le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux est désigné sous la terminologie CCAG dans la suite du présent document.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 Pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du CCP est le **SGAMI OUEST** représenté par Monsieur le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, préfet de la zone de défense et sécurité Ouest.

2.2 Organisme passant le marché

La personne publique chargée de la passation du marché est :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (**SGAMI OUEST**)
Direction de l'administration générale et des finances
Bureau zonal des achats et des marchés publics
28, rue de la Pilate – CS 40725 – 35207 Rennes Cedex 2
sgami-ouest-bzamp-travaux@interieur.gouv.

2.3 Comptable assignataire

Le comptable assignataire est :

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine
Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9
Tél : 02 99 79 80 00

2.4 Services bénéficiaires maîtres d'ouvrages

Le présent accord-cadre peut être exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande (article R.2162-3 du CCP). L'article 7 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE du CCAP détaille les modes de passation relevant des marchés subséquents et des bons de commande.

Les bons de commandes et marchés subséquents en exécution du présent accord cadre seront quant à eux passés par différents maîtres d'ouvrages parmi les services suivants :

- le préfet de zone de défense et de sécurité ouest pour l'ensemble des opérations concernant les services de la police nationale, et plus particulièrement la DZTNUM du SGAMI Ouest ;
- les préfets de département concernés de la zone de défense et de sécurité pour l'ensemble des opérations et fournitures relevant des services départementaux ;
- la région de gendarmerie Bretagne.

Le périmètre du présent accord-cadre n'inclut pas :

- les marchés non-allotés de type conception-réalisation ou marchés globaux qui sont mis en œuvre par des groupements (articles R.2171-1 et suivants du CCP) ;
- les services relevant des marchés de défense et de sécurité (articles R.2300-1 et suivants du CCP) ;
- les niveaux de maintenance de niveau de 1 à 3 (norme AFNOR X 60-000 / 2016).

Les maintenances de niveaux 4 ou 5 (norme AFNOR X 60-000 / 2016) lors de la phase d'exploitation de ces ouvrages relèvent bien du périmètre du présent accord-cadre.

Les mêmes autorités auront également la qualité de maître d'ouvrage au sens de l'article L.2410-1 du CCP.

2.5 Rôle de la DZTNUM du SGAMI Ouest

D'une façon générale, la Direction Zonale de la Transition NUMérique (DZTNUM) installe, met en œuvre et assure la maintenance des infrastructures et systèmes d'information et de communication nécessaires à l'activité quotidienne de l'ensemble des services territoriaux du Ministère de l'Intérieur sur la zone ouest.

Dans le cadre de ces accords-cadres, la DZTNUM exerce un rôle de conseil, de contrôle, de supervision et d'appui technique pour l'ensemble des services de police et de préfecture de la zone lors de la réalisation des prestations. Elle intervient autant que de nécessaire dans le suivi des opérations et pour la bonne exécution des prestations.

La DZTNUM est systématiquement en copie de tout devis.

2.6 Maîtrise d'œuvre / Conduite de l'opération / Contrôle technique de construction, CSPS, OPC

Si le projet s'inscrit dans une opération plus large incluant, par exemple d'autres lots et la présence d'un maître d'œuvre, le maître d'ouvrage indiquera alors au titulaire les modalités de pilotage de l'exécution des prestations.

Si un maître d'œuvre est désigné, le maître d'ouvrage communiquera alors au titulaire ses coordonnées.

Chaque bon de commande ou marché subséquent indiquera, s'ils sont désignés pour l'opération, les coordonnées et les missions :

- du Contrôleur Technique (CT) ;
- du Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé prévue sur le chantier, conformément au code du travail (CSPS) ;
- d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) ;

Il en est de même pour la conduite d'opération sachant que celle-ci n'est pas une conduite d'opération au sens des articles L.2422-3 et L.2422-4 du CCP.

Elle sera assurée soit par le SGAMI Ouest, soit par les préfectures de département concernées.

Le titulaire est tenu d'être présent ou de se faire représenter à tous les rendez-vous de coordination qui sont provoqués par le conducteur de l'opération (maître d'ouvrage ou maître d'œuvre s'il en est désigné un).

Par facilité de compréhension, toute référence dans ce présent CCAP au maître d'œuvre, CT, CSPS ou OPC part du principe qu'il en est désigné un. Cette précision facilitera la lecture du document notamment des articles liés aux modalités d'exécution, délais, échanges et clauses financières. A défaut, c'est le maître d'ouvrage qui reste l'interlocuteur direct.

2.7 Titulaire

Dès la notification du marché, les titulaires désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du présent marché.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

(cf. article 31.5 du CCAG).

2.7.1 Co-traitant

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement. Et en cas de défaillance, il sera fait application de l'article 52.7.2 du CCAG.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

2.7.2 Sous-traitant

Le titulaire peut sous traiter l'exécution de certaines parties de son marché lors de la passation du marché et tout au long de son exécution, à condition de l'avoir déclaré à l'acheteur et d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Un sous-traitant ne peut intervenir sur un chantier qu'une fois accepté et agréé et qu'une fois qu'il aura transmis un PPSPS au coordinateur lorsqu'il est exigé par la loi.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet une déclaration conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-3 du CCP. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement, s'il est déclaré lors du dépôt de l'offre.

Après notification du marché, la demande d'agrément d'un sous-traitant doit être adressée contre récépissé au maître d'ouvrage ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle devra parvenir au maître d'ouvrage 15 jours au plus tard avant le début de l'intervention du sous-traitant et comprendre l'ensemble des pièces listées ci-après.

Un titulaire qui demandera un changement de sous-traitant au cours de l'exécution du marché devra justifier que ce sous-traitant dispose des qualifications équivalentes et transmettre l'ensemble des pièces ci-avant listées. De plus, il devra transmettre l'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ainsi qu'un état de paiements effectués au sous-traitant et de l'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

2.7.3 Sous-traitant de second rang

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1^{er} rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire du marché, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1^{er} rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC). Une délégation de paiement pourra être également acceptée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG :

3.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) de l'accord-cadre ou le cas échéant, de chaque marché subséquent,
- Le bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre, ou la DPGF ou le BPU de chaque marché subséquent,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 5 annexes
- Le mémoire technique du titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications contractuelles, postérieurs à la notification du marché (accompagnés de l'exemplaire unique original ou la main levée, en cas de cession ou nantissement réalisé préalablement)

Les documents principaux prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3.2 Pièces générales

Ces pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation mais sont réputées connues.

Sauf précision dans la liste ci-après, les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois zéro) tel que défini à l'acte d'engagement.

- cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,

Les exemplaires des documents contractuels, dont l'original de l'Acte d'Engagement, conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi.

ARTICLE 4 - CLAUSES DE CONFIDENTIALITE ET SITES SECURISES

4.1 Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG.

Les données détenues par le maître d'ouvrage et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de chaque bon de commande ou marché subséquent présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par le maître d'ouvrage.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire, quel que soit leur rang.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

En cas de défaillance de sécurité dans le système informatique du titulaire, celui-ci doit alerter le maître d'ouvrage pour suivre la procédure prévue par ce dernier.

4.2 Protection des données à caractère personnel

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors

de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

4.3 Travaux sur site sécurisé

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situeront dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants au projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence auprès du maître d'ouvrage. A l'issue du contrôle des pièces d'identité, l'administration peut refuser l'accès du site aux participants annoncés à tout moment sans énoncer ses motifs. L'entreprise sera invitée à présenter un nouveau participant dans les mêmes conditions que précédemment (formulaire rempli et copie CNI dans les délais impartis). Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un retard d'exécution au titre de la mise en place de ces mesures.

Le maître d'ouvrage peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le titulaire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur chez le maître d'ouvrage et sur le site concerné par l'exécution.

Les co-traitants et sous-traitants du titulaire sont soumis à cette même règle.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

ARTICLE 5 - TYPE DE PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT

5.1 Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du CCP.

5.2 Allotissement et montant maximum par lot

Les opérations faisant l'objet du présent accord cadre se décomposent en quatre (4) lots.

Le montant maximum des 4 lots est indiqué dans le tableau ci-dessous :

N° de lot	Région	Montant maximum HT par période de 24 mois	Montant maximum HT sur la durée totale de l'accord-cadre
Lot 1	Bretagne	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros
Lot 2	Normandie	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros
Lot 3	Centre – Val de Loire	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros
Lot 4	Pays de Loire	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros

5.3 Forme multi-attributaires de l'accord-cadre

L'accord-cadre est de forme multi-attributaires. Un maximum de 3 titulaires sera retenu pour chacun des lots, classés de rang n°1 à n°3 en fonction de leur classement, sous réserve d'un nombre de candidats suffisant.

5.4 Limitation du nombre de rang n°1 par titulaire de lots

Conformément à l'article R.2113-1 du CCP, un même groupe ou holding ne pourra, lui-même ou par l'intermédiaire de ses filiales détenues à plus de 50 % du capital social, être titulaire de rang n°1 pour plus de 2 lots.

Cette limitation s'applique également :

- à tout groupement identique constitués des mêmes cotraitants, y compris en cas de mandataire différent au sein du même groupement. Les mêmes entreprises ou groupement d'entreprises ayant postulé sur l'ensemble des lots seront considérés comme identiques.
- à toutes entreprises non pourvues d'autonomie commerciale ou placées sous la même dépendance hiérarchique.

Chaque candidat devra compléter et fournir dans son offre l'annexe sur la préférence de lot.

ARTICLE 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Durée de l'Accord-Cadre

Conformément à l'article R 2112-4 du CCP, le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 24 mois. Il pourra être reconduit une seule fois par tacite reconduction, pour une période de 24 mois.

La reconduction ne peut être refusée par les titulaires. Le pouvoir adjudicateur peut émettre une décision de non reconduction qu'il transmettra aux titulaires, par envoi recommandé avec accusé de réception, deux mois au moins avant la date d'échéance du marché.

6.2 Délai d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents

Les bons de commande et les marchés subséquents sont notifiés par les maîtres d'ouvrages aux titulaires de l'accord-cadre pendant toute la durée de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun bon de commande ou marché subséquent ne pourra être notifié.

Les bons de commande et marchés subséquents doivent être exécutés dans la limite de six (6) mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La non reconduction ou la résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande ou du marché subséquent si ceux-ci sont notifiés avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande ou du marché subséquent est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

Les délais d'exécution peuvent inclure une période de préparation dont les aspects seront précisés dans le bon de commande ou le marché subséquent.

Les délais d'exécution convenus couvrent la préparation, la réalisation et l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans les délais prescrits à l'article R.2193-4 du CCP pour justifier un retard d'exécution et/ou une désorganisation de chantier tant sur bon de commande que suite à un marché subséquent.

ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est exécutable à marchés subséquents ou à bons de commandes (articles L.2125-1 et R.2162-1 et R.2162-14 du CCP) selon le montant du besoin

7.1 Bons de commande pour les besoins estimés entre 0€ à 249 999€HT

L'accord-cadre multi-attributaires s'exécute par l'émission de bons de commande auprès du titulaire de rang n°1 du lot géographique considéré pour tout besoin inférieur à 250 000€HT, sans remise en concurrence des attributaires (article R.2162-14 du même code).

7.1.1 Attribution des bons de commande (expression de besoin, visite et étude)

Lors de la survenance d'un besoin inférieur à 250 000 €HT et pour chaque lot concerné, chaque opération de travaux donne lieu à la passation d'un bon de commande auprès du candidat retenu au rang n°1 sur la base du BPU initial ou révisé.

Le titulaire dispose de trois (3) jours ouvrés à compter de la sollicitation écrite du maître d'ouvrage pour y donner suite par courriel ou par tout autre moyen écrit.

Le maître d'ouvrage demande à l'entreprise titulaire du lot une demande de devis et d'étude (incluant un mémoire technique) dans les conditions et sous les modalités définies dans le CCTP de la présente consultation par tout moyen datable et traçable à sa convenance.

La visite devra avoir lieu au maximum 4 semaines après la demande écrite. En cas de dépassement de ce délai, le maître d'ouvrage s'adresse au titulaire de rang n°2.

Le titulaire remet un devis et un mémoire technique, le cas échéant, au maître d'ouvrage dans les délais contractuels de quinze (15) jours calendaires. Ce délai peut être allongé sur accord du maître d'ouvrage sur les conditions techniques l'exigent (études, visites...).

7.1.2 Informations du devis

Le devis comprend obligatoirement les éléments suivants :

- la date de début des travaux et délais d'exécution auquel le titulaire s'engage ;
- la description des modalités de réalisation des travaux et le calendrier prévisionnel ;
- les éventuelles demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial (DC4) ;
- pour chaque ligne de travaux : les références du BPU (code article), le libellé des prestations et travaux (prix unitaire HT), les métrés ou quantités, le prix d'achat net de la fourniture et de la main d'œuvre lorsqu'elle est facturée à part, avec le cas échéant coefficient de réduction sur catalogue et prix total HT ;
- le montant total HT, montant de la TVA, montant total TTC ;
- en annexe, toute certification ou agrément délivré par les constructeurs des matériels ou logiciels constituant son offre technique ;
- tout élément exigé par le CCTP ou utile selon la nature exacte de l'opération (dont session de formation).

Si les travaux à réaliser nécessitent des fournitures non prévues dans le BPU, le titulaire les intègre dans son chiffrage. Le prix de ces fournitures est déterminé sur la base des prix d'achat nets des fournisseurs auxquels est appliqué le coefficient de réduction catalogue prévu au BPU. Dans ce cas, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire de produire la facture de son fournisseur.

Le devis est valable a minima 60 jours.

L'envoi du devis de la société au maître d'ouvrage peut être effectué par courrier, par messagerie électronique ou par les plateformes d'échange du ministère.

7.1.3 Emission des bons de commande

Dès validation par le maître d'ouvrage de la proposition présentée (devis), le bon de commande est émis à la demande du maître d'ouvrage au titulaire via sa plateforme Chorus.

Il précise les caractéristiques et les modalités d'exécution résultantes de l'étude acceptée.

Le bon de commande comporte :

- les noms et adresse du titulaire ;
- une date ;
- les références de l'accord cadre (numéro d'EJ marché en 13 et date de notification, n° du lot) ;
- le numéro du bon de commande (n° de l'EJ de commande en 14) ;
- le service émetteur du bon de commande, un correspondant et des coordonnées (téléphone, courriel...) ;
- la désignation et les quantités des prestations ou fournitures commandées (par référence au BPU) ;
- les montants HT et TTC des prestations ou fournitures avec indication du taux de TVA ;
- la date et ou le délai ainsi que le lieu d'exécution des travaux ;
- la signature de la personne habilitée.

Les parties ne pourront pas apporter de modifications aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des bons de commande.

Le titulaire exécute la prestation conformément aux obligations contractuelles, sur la base d'un ordre de service.

7.1.4 Système de sollicitation des titulaires en cascade

Si le titulaire de rang n°1 ne peut respecter une seule de ces conditions, le maître d'ouvrage s'adresse alors au titulaire de rang n°2 du lot concerné dans les mêmes conditions.

En cas de non-respect d'une seule des mêmes conditions listées au présent article par le titulaire de rang n°2, le maître d'ouvrage s'adresse au titulaire de rang n°3 du lot concerné dans les mêmes conditions.

En cas de non-respect d'une seule des mêmes conditions listées au présent article par le titulaire de rang n°3, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer une remise en concurrence pour l'opération concernée.

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage informe l'entreprise concernée des suites réservées par un écrit (courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception) envoyé au contact technique du marché figurant dans le cadre technique.

Si aucune des entreprises n'est en mesure de donner suite à la commande émise, le maître d'ouvrage pourra recourir à une commande auprès du prestataire de son choix.

Dès lors que l'estimation ou chiffrage du titulaire, quel que soit son rang, dépasse le montant de 249 000€HT, les 3 attributaires du lot considéré sont remis en concurrence (cf. article 7.2 Marchés subséquents pour les besoins estimés entre 250 000€HT à 699 999€HT).

Le dépassement de ce seuil est constaté par le montant figurant sur le devis remis au service ayant sollicité l'attributaire par courriel, courrier ou par toute autre trace écrite avec copie au SGAMI Ouest.

7.2 Marchés subséquents pour les besoins estimés entre 250 000€HT à 699 999€HT

L'accord-cadre multi-attributaires s'exécute par le biais de marchés subséquents. Une remise en concurrence des 3 attributaires est organisée :

- par le SGAMI Ouest lorsque le projet relève du périmètre « Police » ;
- par les SGCD lorsque le projet relève du périmètre « Préfecture » ;
- par la RG Bretagne lorsque le projet relève du périmètre « Gendarmerie » ;

en application de l'article R.2162-10 du CCP pour le lot géographique considéré.

L'offre la mieux disante est retenue sur la base des critères définis dans le règlement de consultation du marché subséquent dont la procédure de passation est détaillée au paragraphe suivant.

7.2.1 Procédure de passation des marchés subséquents

La remise en concurrence des 3 attributaires du lot est effectuée par le maître d'ouvrage via la plateforme PLACE (Plateforme des achats de l'État). Elle devra respecter les modalités suivantes :

- les prestations, produits et, le cas échéant, remise catalogue servant de base aux propositions des titulaires remis en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent devront correspondre aux prestations et produits du BPU du présent accord-cadre (incluant les révisions éventuellement applicables à la date du marché subséquent).
- Chaque marché subséquent est attribué au titulaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'analyse figurant ci-dessous et qui seront précisés dans le dossier de consultation de la mise en concurrence (pondération et libellés des critères et sous-critères :

Critères	Pondération
Prix au vu des documents financiers (DPGF, BPU, etc...)	Entre 30 et 65 points
Valeur technique (sous-critères à définir : par exemple : qualité des prestations, délai de mise en service...)	Entre 30 et 65 points
Performances environnementales	Entre 5 et 15 points

La pondération de chaque critère est précisée dans le dossier de consultation de chaque marché subséquent.

7.2.2 Modalités des conditions de remise en concurrence

Pour chaque lot, les titulaires sont remis en concurrence sur la base d'un règlement de consultation qui précise notamment :

- le pouvoir adjudicateur du marché subséquent ;
- le cahier des charges techniques ;
- des éventuels plans ;
- les obligations de visite ;
- les modalités de jugement des offres (critères et pondérations) ;
- la date de remise des offres ;

Les titulaires déposent leur offre par voie dématérialisée via la plateforme des achats de l'État. Il est laissé au candidat la possibilité de fournir une copie de sauvegarde.

L'offre électronique se compose du dossier de consultation valant règlement de consultation et marché subséquent (acte d'engagement et cahier des clauses particulières) ainsi que tout document qui pourrait être demandé par l'acheteur dans le cadre d'un marché subséquent au présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur fixe librement le délai de remise des offres en respectant un minimum d'au moins 20 jours calendaires. Ce délai comprend l'éventuel déplacement sur site.

Ce délai de consultation est modulable en fonction de la complexité du projet d'achat et peut dépasser les 20 jours « a minima » cités supra.

7.2.3 Notification du marché subséquent

A l'issue de l'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur prend la décision d'attribution du marché subséquent et procède à l'information des candidats non retenus conformément aux dispositions du CCP.

L'acheteur public peut déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires de l'accord-cadre.

Le titulaire exécute la prestation conformément aux obligations contractuelles, sur la base d'un ordre de service.

7.2.4 Relations entre Accord-Cadre et Marché subséquent

Les dispositions générales de l'accord-cadre s'appliquent aux marchés subséquents tant que ceux-ci n'y dérogent pas.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution.

Les parties ne pourront pas apporter de modifications aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés fondés sur cet accord-cadre.

7.3 Fourniture des documents d'exécution

Le titulaire s'engage à fournir les documents d'exécution, prévus par la réglementation et/ou par la loi dans le cadre de travaux commandés par bon de commande ou bien par marché subséquent.

7.4 Pour les besoins supérieurs à 699 999€HT ou relevant d'un projet immobilier supérieur à 699 999€HT

Le projet ne donne pas lieu à une contractualisation dans le cadre du présent accord-cadre dès lors que :

- le montant du besoin chiffré par l'offre la mieux disante au terme de la remise en concurrence des 3 attributaires dépasse 699 000€HT ;
- le besoin s'inscrit dans un projet immobilier dont le coût estimé par un maître d'oeuvre dépasse 699 000€HT ;

ARTICLE 8 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS

8.1 Délai d'exécution des prestations

Les dates et délai d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande ou dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent conformément aux prescriptions impératives du CCTP du

présent accord cadre et de ses annexes (6.2.Délai d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents)

Un calendrier détaillé d'exécution est élaboré avant la période de préparation du chantier à partir du calendrier prévisionnel proposé dans l'offre.

8.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 18.2 du CCAG.

En, cas d'intervention extérieure, et en vu de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 2 jours pour tous les lots.

En vue de l'application éventuelle du 3^{ème} alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution seront prolongés, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Organisme de référence	Nature du phénomène	Valeur limite
Station météorologique la plus proche du lieu des travaux	Pluie	25 mm/24 heures
	Neige	5 cm
	Température	-5° C
	Vent (grues –couverture -échafaudages)*....	60 km/h

* Mesuré pendant les heures légales de travail

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre et maître d'ouvrage le jour même (envoi par mail avec diffusion du bulletin météo correspondant). Le demandeur fournira un bulletin météo suffisamment précis pour juger des conditions d'application des clauses d'intempéries ci-dessus. En fonction de ces informations, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage analysera le bien-fondé des demandes et, sur proposition de ce dernier, le maître d'ouvrage décidera de leur prise en compte dans le décompte des journées d'intempéries entraînant une prolongation des délais au-delà du nombre de jours d'intempéries forfaitaire fixé ci-dessus.

Le délai d'exécution ne peut être prolongé que par le maître d'ouvrage et par ordre de service actant un arrêt pour intempéries constatées par la météorologie régionale au poste le plus proche, dans les conditions définies dans le tableau ci-avant et mettant l'entreprise dans l'impossibilité d'exécuter les travaux.

8.3 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, une pénalité journalière sera appliquée par jour calendaire de retard (cf. article 19 PÉNALITÉS).

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, le simple constat du maître d'ouvrage du retard dans l'exécution entraîne de fait l'application de cette retenue sur chaque décompte mensuel. Cette retenue sera restituée à l'échéance du calendrier contractuel de l'exécution des travaux du lot si celui-ci est respecté.

ARTICLE 9 - ECHANGES AVEC LES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE

9.1 Notification et information

Conformément à l'article R. 2182-4 du CCP, le marché prend effet à compter de la réception de sa notification par le titulaire du marché.

Les titulaires sont soumis aux obligations de conseil et de résultat portant sur l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement signé par les parties, accompagnée éventuellement d'une mise au point du marché.

Les autres documents contractuels ne sont pas notifiés aux titulaires. Ce sont ceux issus de la consultation, dans leur dernière version publiée sur le profil acheteur. Ils sont conservés par le SGAMI-QUEST ainsi que l'original de l'Acte d'Engagement et ce sont les seuls qui font foi.

Pour les notifications aux titulaires du marché, des décisions, observations ou informations qui font courir un délai dans le cadre du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la plateforme des achats de l'État (PLACE) qui permet d'attester de la date et de l'heure de leur réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

A défaut de consultation, les parties sont réputées avoir reçu cette notification dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur la plateforme PLACE, conformément à l'article 3.1 du CCAG.

Il est demandé au candidat de renseigner une adresse courriel valide lors de son identification sur PLACE et dans son acte d'engagement. Elle permettra les échanges électroniques, via l'application, liés à l'exécution administrative du marché pour toute sa durée (notification, paiement, facture, modification contractuelle, avenant...). Le titulaire s'engage à ce que cette boîte aux lettres électronique soit lue et vidée régulièrement de sorte que le pouvoir adjudicateur ne puisse être tenu pour responsable des retards dans la prise de connaissance de l'information ou de la non réception des messages.

Tout changement d'adresse mail en cours d'exécution du marché devra faire l'objet d'une notification préalable à l'acheteur aux adresses suivantes :

sgami-ouest-bzamp-travaux@interieur.gouv.fr

9.2 Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises par le titulaire au maître d'ouvrage, de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise conformément aux prescriptions contenues dans le CCTP de la présente consultation.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles, sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessins et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

9.3 Ordres de service

Le titulaire accusera réception datée des ordres de service émis par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage via PLACE ou tout autre vecteur de communication. En cas d'observation, le titulaire se réfère à l'article 3.8.2 du CCAG.

9.3.1 Pour l'exécution des prestations

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service ou bons de commande qui lui sont notifiés.

Il s'interdit de réaliser quelque travaux que ce soit sans notification d'un OS signé du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Le délai d'exécution d'un ordre de service ou bon de commande est suspendu dès lors que le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre que cet ordre ou commande reviendrait à contrevenir à des dispositions législatives ou réglementaires.

Des ordres de service n'entraînant pas de modification des conditions d'exécution du marché peuvent être pris par le maître d'œuvre sans validation préalable par le maître d'ouvrage.

À l'inverse, les ordres de service ou bons de commande notifiés par le maître d'œuvre qui entraînent une modification des conditions d'exécution du marché (délais, durée, montants) font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, cette validation de l'OS par le maître d'ouvrage est matérialisée par sa signature.

En toute hypothèse, le titulaire doit se conformer aux ordres de service qui lui sont notifiés qu'ils aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre trente jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, conformément à l'article 14.4 du CCAG.

9.3.2 Pour la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs

La réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient doivent être établis par ordres de services ou par bons de commandes fondés sur les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Suivant les dispositions de l'article 3.8.6. du CCAG, les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à rémunération complémentaire dans les conditions de l'article 14 du CCAG. Ainsi, le titulaire est dispensé de respecter un ordre de service ou bon de commande, si aucune valorisation financière n'a été prévue dans ces derniers.

Tous les ordres de services ou bons de commandes relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 13 à 16 du CCAG, doivent, pour être opposables au maître d'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, aucune indemnité pour dépassement du montant des travaux ne sera versée au titulaire.

ARTICLE 10 - CLAUSES FINANCIÈRES

10.1 Prix

10.1.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations du bordereau des prix unitaires.

En complément, les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les sujétions résultant de la mise en place de mesures de prévention protégeant la santé des collaborateurs du titulaire, relevant de sa responsabilité en qualité d'employeur, et de l'inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Ces indications sont valables pour toutes crises sanitaires, COVID 19, ou tout autre contexte épidémique.

En ce sens, elle suivra les prescriptions du guide l'OPPBTP (dernière version en vigueur).

D'une manière générale, le titulaire s'engage à respecter les prescriptions du CSPS et du maître d'ouvrage sur ces aspects en particulier.

Toutes ces consignes sont réputées connues à ce jour. De fait, le titulaire intégrera dans ses prix l'ensemble des contraintes liées à la gestion sanitaire du chantier, tant en termes de fournitures que de délais. Aucune demande de plus-value financière ne sera acceptée par le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, de quelque nature que ce soit.

Un rabais peut être appliqué à tout moment, sur initiative du titulaire et prendre toute forme possible. Il peut s'agir, par exemple, d'une réduction sous forme d'un pourcentage ou d'un montant fixe, sur un prix unitaire ou sur le montant total d'une facture. Ainsi, la personne publique peut bénéficier de toute offre promotionnelle ou de conditions particulières applicables à tout ou partie de la clientèle du titulaire.

10.1.2 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il ne sera réglé aucun acompte sur approvisionnements.

10.1.3 Modalités de variation des prix

Les prix du bordereau des prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiale du présent accord-cadre, par dérogation à l'article 9.4 du CCAG.

Ce mois est appelé mois "**Zéro**" (**Mo**) et est indiqué sur la 1^{ère} page de l'acte d'engagement.

Le mois de référence :

- pour les bons de commande, le mois Mo est celui du devis ;
- pour les marchés subséquents, le mois Mo est celui de la remise des offres du marché subséquent.

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions des articles R.2112-13 et R.2112-14 du CCP et selon les modalités ci-après.

Les formules de révision mise en œuvre seront donc les suivantes :

- ICHT-IME : indice du coût horaire de travail révisé tous salariés – Industries Mécaniques et Electriques
- CPF26/27-010765308 prix d'importation de produits informatiques, électroniques et optiques, Equipements électriques

$$P(M_n) = P(M_o) \times 0,5 \times \frac{(ICHT-IME(M_n))}{(ICHT-IME(M_o))} + 0,5 \times \frac{(010765308(M_n))}{(010765308(M_o))}$$

dans lesquelles :
P(M_n) = Prix révisé
P(M_o) = Prix initial
(M_n) = mois n d'exécution des prestations
(M_o) = mois M_o

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les valeurs des indices sont consultables sur le site :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765308>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/001565183>

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas connus, la révision est déterminée provisoirement et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

10.1.4 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, à la date de la révision de prix si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 %, après application des formules de révision détaillées au présent article.

10.1.5 Répartition des dépenses communes

Les dépenses communes nécessaires à la bonne exécution des prestations, sauf dispositions particulières prévues au CCTP, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront, sans que le maître d'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

L'entrepreneur titulaire procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition desdites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marché de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

10.1.6 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Lorsque des travaux supplémentaires ordonnés par le maître d'ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnés dans la décomposition du prix forfaitaire, la modification correspondante de ce prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus ou en moins, les prix d'unités de la décomposition, en référence à l'article 13 du CCAG.

Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans le bordereau de prix unitaire, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée. **Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché notamment aux conditions économiques en vigueur au mois Mo présenté dans l'acte d'engagement.**

Par dérogation aux articles 14, 15 et 16 du CCAG, aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux.

10.2 Garanties financières

Pour les commandes ou les marchés subséquents d'un montant initial supérieur à 20 000,00 € HT.

Une retenue de garantie de **5 %** du montant toutes taxes comprises des travaux, indiquée dans l'acte d'engagement sera prélevée au titulaire sur le montant de chaque acompte, sur les règlements partiels définitifs et le solde. Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R.2151-13, ce taux est de **3 %** (articles L.2191-7 et R.2191-33 du CCP).

Cette garantie peut être constituée pendant toute la durée du marché. En cas de modifications contractuelles ayant un impact financier, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Elle peut être substituée, au gré du titulaire et à tout moment, par une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande (articles R.2191-36 à R.2191-42 du CCP).

Dans l'hypothèse où la caution ou la garantie ne serait pas constituée ou complétée, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

En complément de l'art R.2191-35 et R.2191-42 du CCP et par dérogation à l'art 42.5 du CCAG, le remboursement de la retenue de garantie ou la libération de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire interviendra dans un délai de 30 jours après l'expiration du délai de garantie du marché réceptionnée sans réserve ou, à défaut, après la date de leur levée.

10.3 Avance – Option A

Pour les marchés subséquents ou les bons de commande d'un montant égal ou supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, une avance est versée au titulaire du marché public et éventuellement à son (ses) sous-traitant(s) admis au paiement direct, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse de ceux-ci dans l'acte d'engagement ou dans la déclaration de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixé :

- pour les petites ou moyennes entreprises (PME) au sens du CCP, à **35 %** du montant initial du marché, toutes taxes comprises ;
- pour les autres entreprises, hors PME, à **5 %** du montant initial du marché, toutes taxes comprises ;

Par dérogation à l'article R.2191-11 du CCP, pour les avances à 35 % comme pour les autres taux d'avance prévu au marché, le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des travaux réalisés par l'entreprise, qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera cinquante pour cent (50 %) du montant initial du marché sur la part des travaux non sous-traités. Il devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant du marché sur la part des travaux non sous-traités.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application, éventuellement, de la clause de variation de prix.

Lorsque le titulaire du marché, qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Dans ce cas, le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

10.4 Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG.

10.4.1 Facturation électronique et mentions obligatoires des factures sous forme électronique

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L.2192-1 à L.2192-4 du CCP comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas (notamment marché à prix global et forfaitaire), les références du contrat ou le numéro de l'engagement juridique (n° d'EJ) figurant sur la première page de l'acte d'engagement ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux respectivement effectué par chacun ; en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- 11° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 12° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 13° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

10.4.2 Modalités de transmission des factures électroniques

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, le titulaire du marché ainsi que les éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent les factures sous forme électronique via la portail de facturation « Chorus Pro » du maître d'ouvrage.

L'utilisation du portail public de facturation du maître d'ouvrage est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures / les projets de décompte mensuels, sont libellées au nom du maître d'ouvrage [indiqué](#) sur le bon de commande ou dans le marché subséquent.

10.4.3 Projets de décompte

◦ Demandes de paiement mensuelles

Les demandes de paiement mensuelles sont présentées sous forme de projets de décompte mensuels établis par le titulaire conformément à l'article 12.1 du CCAG pour le versement des acomptes, via chorus pro, permettant de donner une date certaine.

Ce projet de décompte comporte en en-tête les indications suivantes :

- 1) la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et le cas échéant celles des sous-traitants payés directement accompagnée de l'attestation de paiement direct ou la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire (un fichier par pièce jointe)
- 2) les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux,
- 3) l'objet succinct du marché
- 4) la période au cours de laquelle ont été effectués les travaux qui font l'objet de la demande de paiement
- 5) son numéro de SIRET (14 chiffres) et les références du compte à créditer.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre procède à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par le titulaire, les accepte ou les rectifie et à la mise à disposition des états d'acompte mensuel sur le portail public de facturation dans un délai de 7 jours à compter de leur dépôt sur le portail.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les modalités de règlement des prestations sont :

- entrée en VABF : 50 % du montant des prestations ;
- VABF validée : 30 % du montant des prestations ;
- VSR validée : 20 % du montant des prestations

- Acomptes mensuels sans la présence d'un maître d'oeuvre

Le titulaire dépose son état d'acompte sur la plateforme du maître d'ouvrage.

- Acomptes mensuels avec la présence d'un maître d'oeuvre

Pour le règlement des acomptes mensuels, il est fait application des dispositions de l'article 12.2 du CCAG.

Le titulaire s'assure que l'état d'acompte est bien déposé sur la plateforme par le maître d'œuvre dans ce délai de 7 jours, à défaut il alerte le maître d'ouvrage de cette défaillance qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de défaillance du maître d'œuvre et d'absence d'information du titulaire dans le délai de 7 jours, le délai de paiement est suspendu entre le 8^{ème} jour et la date d'information effective du titulaire auprès du maître d'ouvrage.

- Paiement final – Décompte général – Solde

La demande de paiement finale, le décompte final et le décompte général et définitif sont établis, transmis et réglés dans les conditions de l'article 12.3 et 12.4 du CCAG sauf dérogations présentées ci-après.

Le projet de décompte final devra être déposé sur le module travaux de chorus Pro et comportera les documents suivant :

- le mémoire des travaux prévus au forfait initial
- le mémoire des travaux prévus mais non exécutés
- le mémoire des travaux exécutés mais non prévus

Ces documents récapituleront tous les ouvrages exécutés depuis le début du chantier. Ils seront détaillés, préciseront tous les calculs ayant concouru à la détermination des différents montants et seront accompagnés, le cas échéant, de toutes pièces justificatives.

Si le montant du marché a été modifié par modification contractuelle ou ordre de service, son montant ainsi que sa référence devront clairement ressortir des documents fournis.

Le projet de décompte général ainsi que le décompte général définitif seront établis au format papier et transmis entre les différents intervenants par courrier recommandé.

L'entreprise ne pourra présenter son projet de décompte final au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre qu'à compter de la réception de l'ensemble des travaux, toutes tranches comprises le cas échéant, et qu'après notification par le maître d'ouvrage de sa décision de levée la dernière réserve, par dérogation aux articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG Travaux.

L'entreprise devra transmettre son projet de décompte final dans le délai de 30 jours maximum à compter de la notification de la décision de réception sans réserve ou de levée de la dernière réserve.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans un délai d'un mois, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

En cas de défaillance du titulaire, par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG, le maître d'œuvre le met en demeure de transmettre son projet avec copie au maître d'ouvrage, à défaut il établit le décompte final au frais du titulaire.

Sans la présence d'un maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage met lui-même le titulaire défaillant en demeure et établit, à défaut, le décompte final au frais du titulaire.

10.4.4 Délai global de paiement

Le présent marché est soumis au délai global de paiement de 30 jours selon les dispositions prévues à l'article R.2192-10 du CCP.

Les modalités de déclenchement du délai de paiement sont prévues aux articles R.2192-12 à R.2192-26 du CCP. Ce délai pourra être suspendu dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du code précité.

10.4.5 Intérêts moratoires

Il est fait application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du CCP. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le maître d'ouvrage retardataire doit s'acquitter de ces pénalités dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principal.

10.4.6 Paiement des co-traitants

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants éventuels
- Au titulaire mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

En cas de groupement d'opérateurs économiques ayant adopté la forme solidaire, le titulaire du marché précisera, s'il le souhaite, dans l'acte d'engagement le versement des sommes sur un compte unique.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG.

10.4.7 Paiement des sous-traitants de premier rang

Le sous-traitant de premier rang adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-14, R.2192-22, R.2192-23 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP. Sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme acceptée par lui.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10.4.8 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les paiements versés aux entrepreneurs (titulaire / sous traitants / cotraitants) seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

10.5 Cession ou nantissement de créances

Dans les cas où le titulaire cède ou nantit la créance qu'il détient à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire, il sera fait application des articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RÉALISATION DES OUVRAGES

11.1 Assurances

11.1.1 Assurances du maître d'ouvrage

Conformément à l'article L.243-1 du code des assurances « les obligations d'assurance ne s'appliquent pas à l'État lorsqu'il construit pour son propre compte ».

11.1.2 Assurances du titulaire

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG, tout titulaire (mandataire, co-traitants et sous-traitants le cas échéant inclus) doit justifier, avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance de responsabilité civile professionnelle ;
- une assurance de responsabilité décennale.

Les garanties doivent couvrir l'étendue des risques portés par le titulaire dans le cadre de cette opération.

Les assurances doivent être à jour pendant toute la durée du marché. Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, sans demande du maître d'ouvrage, le titulaire et les sous-traitants ont l'obligation de transmettre à chaque modification et à chaque échéance, les nouvelles attestations des contrats d'assurances, dans les conditions fixées à l'annexe du courrier de notification.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

11.1.3 Dégradations causées aux voies publiques et bâtiments

Par dérogation aux indications de l'article 34 du CCAG, il est précisé que le titulaire devra prendre totalement à sa charge toutes les dégradations causées aux voies publiques et bâtiments dont la réparation pourrait lui être réclamée.

Les frais qui en résulteraient feront partie des faux frais du titulaire. A ses frais, avant et après démarrage des travaux, un constat contradictoire de l'état des voies intéressées sera effectué.

11.1.4 Protection de chantiers

Le titulaire doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages des dégradations qu'il pourrait subir, notamment du fait des intempéries.

Il devra réparer les dommages provenant du défaut de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, le titulaire devra protéger les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'il pourrait subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'ouvrage. Aucune indemnité ne sera allouée à le titulaire pour les pertes, avaries ou dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de moyen ou les fausses manœuvres.

Le titulaire est responsable des vols et dégradations quelconques qui pourraient se produire sur le chantier.

11.2 Caractéristiques des matériaux et des produits

Les bons de commandes ou les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) des marchés subséquents fixeront la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix ne sera pas laissé au titulaire.

11.3 Préparation des travaux

11.3.1 Période de préparation

La période de préparation est déclenchée sur OS. Elle est comprise dans le délai d'exécution du marché qui, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, est de 1 mois sauf indication contraire dans les bons de commandes ou marchés subséquents passés en vertu du présent accord cadre.

Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences présentées ci-après, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

En cas de non-respect du délai, une pénalité forfaitaire sera appliquée par jour de retard calendaire. (cf. article 19 PÉNALITÉS).

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets pour ce chantier. Voir le détail des dispositions de ce schéma dans l'article 11.5.5 Gestion des déchets de chantier.

Chaque entrepreneur (y compris co-traitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordinateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordinateur dans un délai de **30 jours** à compter de la notification du bon de commande ou du marché subséquent.

11.3.2 Registre de chantier

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

11.4 Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Conformément aux dispositions de l'article 29-1 du CCAG et aux dispositions du CCTP de la présente consultation, le titulaire devra établir et remettre au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre et au contrôleur technique des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour les travaux dans un délai de **15 jours** à compter de la demande.

Ces documents sont soumis au visa du maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **1 mois** après leur réception. La délivrance du visa ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité.

En cas de non-respect du délai, une pénalité forfaitaire sera appliquée par jour de retard calendaire. (cf. article 19 PÉNALITÉS).

L'exécution d'un ouvrage ne pourra être commencée par le titulaire qu'après avoir reçu l'approbation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du contrôleur technique, dans un délai fixé lors de l'établissement du bon, de commande ou de l'ordre de service résultant du marché subséquent.

11.5 Installation et organisation du chantier

11.5.1 Installation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les modalités de l'installation de chantier sont précisées au bon de commande ou au CCTP du marché subséquent.

11.5.2 Alimentation des fluides

L'alimentation des fluides de chantier devra se conformer aux dispositions indiquées au bon de commande ou au CCTP du marché subséquent.

11.5.3 Stockage de matériel et de matériaux

Tout dépôt de matériel et de matériaux ne pourra être effectué à l'intérieur des bâtiments sans autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le local considéré sera remis en état par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

11.5.4 Signalisation et fermeture de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

La signalisation et fermeture de chantier devra se conformer aux dispositions résultant du bon de commande ou du CCTP du marché subséquent.

11.5.5 Gestion des déchets de chantier

o Principes généraux

Chaque entreprise intervenante doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Elle devra évacuer ses propres déchets, dans les conditions fixées au bon de commande ou au CCTP du marché subséquent.

Chaque entreprise doit également procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrage déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

En cas de défaut de nettoyage, une pénalité forfaitaire par infraction constatée sera appliquée (cf. article 19 PÉNALITÉS).

o Contrôle et suivi des déchets de chantier

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché subséquent ou à défaut dans un délai de 1 mois à compter de la notification du marché subséquent ou de la validation de la commande un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment :

- la méthode de prévention de la production des déchets,
- la méthode de tri,
- les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets,
- la traçabilité des déchets,
- les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets
- ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Il est fait application de l'article 36.2 du CCAG (cf. article 19 PÉNALITÉS).

11.5.6 Horaires de chantier

Les jours et horaires d'intervention sur le chantier seront fixés pour chaque bon de commande ou marché subséquent.

En cas de non-respect des horaires de chantier prévus, une pénalité forfaitaire par constat sera appliquée (cf. article 19 PÉNALITÉS).

11.6 Hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire se conformera aux textes en vigueur, notamment le port des équipements de sécurité par les intervenants sur le domaine public et aux abords de la zone de travail des engins de travaux publics, et suivra en particulier les prescriptions édictées par le maître d'ouvrage ou son délégataire.

Dans le cadre d'un marché subséquent, le titulaire communique directement au coordinateur SPS ou au maître d'ouvrage :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité (PPSPS)
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang et tient à sa disposition leurs contrats.

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Une pénalité forfaitaire pour absence ou retard à la visite d'inspection commune sera appliquée (cf. article 19 PÉNALITÉS).

En cas de non remise du PPSPS avant le démarrage de ses travaux, une pénalité par jour de retard calendaire depuis le début de ses travaux sera appliquée à l'entreprise (cf. article 19 PÉNALITÉS).

En cas de non prise en compte par l'entrepreneur d'une indication portée par le maître d'ouvrage ou le coordinateur SPS s'il en est désigné un, dans son registre journal ou par courrier, et/ou en cas d'infraction constatée sur le site, il sera appliqué une pénalité forfaitaire (cf. article 19 PÉNALITÉS).

11.7 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

12.1 Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles réalisés pendant les périodes de réalisation des travaux ou de garantie des ouvrages sont dus et sont entièrement à la charge du titulaire.

La nature des essais, leur fréquence et les tolérances sont fixées dans le CCTP ou les documents généraux cités en référence.

Le titulaire doit pouvoir justifier en permanence de la qualité de ses travaux, de la performance de ses ouvrages et du respect des performances des ouvrages réalisés.

Il est responsable de la qualité et de la pérennité de ses ouvrages, il doit pour cela :

- maintenir sur le chantier les moyens en personnel et en matériel nécessaire,
- pouvoir justifier à tout moment du respect de la qualité et des conditions d'utilisation des matériaux et produits.

Si le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage constate une insuffisance ou une défaillance dans les mesures de contrôle du titulaire, il se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles contradictoires par un laboratoire de son choix aux frais du titulaire.

Dans le cas où les essais ne seraient pas satisfaisants, le titulaire sera tenu d'effectuer à ses frais et dans les délais qui lui seront impartis toutes les modifications, réparations, remplacements ou adjonctions nécessaires. Tous les frais d'essais et de contre-essais alors sont à la charge du titulaire.

Le titulaire, en tant que spécialiste doit pallier les insuffisances des détails et les discordances éventuelles entre les éléments de la commande ou du marché subséquent et les plans. Les travaux et fournitures nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, quand bien même ils ne seraient pas expressément mentionnés dans les CCTP, seront à la charge du titulaire.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG et du CCTP sont assurés à la demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de fournir, à ses frais, tous échantillons et documents nécessaires aux vérifications.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles.

12.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder aux dégagements, repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des terrains et des lieux qui auront été occupés par le chantier, dans le délai d'exécution.

En cas de non-respect de remise en état dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, une pénalité sera appliquée (cf. article 19 PÉNALITÉS). Ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37.2 du CCAG sans préjudice d'une pénalité par jour de retard prévu à l'article 19 PÉNALITÉS du présent CCAP.

12.3 Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG, outre les documents qu'il doit fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG, le titulaire remet tous les Documents d'Ouvrages Exécutés (DOE) en même temps que la demande de réception des travaux. Ces documents doivent être validés préalablement par le maître d'ouvrage. L'entreprise devra transmettre ces documents deux semaines avant la demande de réception des travaux au maître d'ouvrage afin qu'il puisse valider ces derniers.

Les DOE devront être transmis en 3 exemplaires papier + 1 numérique sur clé USB, par dérogation à l'article 40 du CCAG.

Le délai d'approbation par le maître d'ouvrage est fixé dans le CCTP.

Le montant des pénalités pour le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception est indiqué à l'article 19 PÉNALITÉS.

12.4 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve(s), l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux.

Le titulaire procédera au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédiera aux défauts constatés afin de présenter aux opérations préalables à la réception des ouvrages en parfaite concordance avec les prescriptions fournies dans le CCTP, complété par les éléments transmis lors de la commande ou le marché subséquent.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le maître d'ouvrage fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas rempli la totalité des obligations, il se verra appliquer une pénalité (cf. article 19 PÉNALITÉS).

12.5 Levée des réserves

En cas de réception avec réserves, leur levée intervient dans le délai demandé par le maître d'ouvrage ou au plus tard dans un délai de 3 mois avant la fin de la garantie de parfaite achèvement. A défaut, les délais de garanties attachés au marché seront prolongés autant que le retard constaté pour la dernière levée de réserves.

12.6 Garantie des prestations et des équipements électroniques de sûreté

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an, dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux prévus à l'article 44.1 du CCAG, et que l'ensemble des réserves n'est pas levé, le délai de garantie est prolongé, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations par dérogation à l'article 44.2 du CCAG.

La responsabilité de l'entrepreneur, en cas de désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels causés aux tiers restera en tout état de cause pleine et entière, tant à titre principal que comme garant du maître d'ouvrage y compris su ces désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels ne se sont révélés ou n'ont été portés à la connaissance de l'un ou l'autre des cocontractants qu'après la réception sans réserve des travaux ou arrêté sans réserve du décompte définitif.

Il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Les garanties concernant les équipements électroniques de sûreté (vidéo-protection, contrôle d'accès, anti-intrusion...) sont définis à l'article 3.4. du CCTP.

ARTICLE 13 - Reporting demandé au titulaire

13.1 Rapport hebdomadaire

Le titulaire respecte les dispositions du CCTP (cf. article 1.7.2.1.4 les livrables attendus pour une ou plusieurs sous-prestation et suivants)

13.2 Rapport mensuel et réunion mensuelle

Avant le 10^{ème} jour calendaire du mois suivant, le titulaire établit à chaque fin de mois et pour chaque bénéficiaire un rapport qui a pour objet le suivi d'exécution de ses opérations et prestations.

Ce rapport est transmis aux parties concernées.

13.3 Rapport trimestriel

Ce rapport doit faire la synthèse des opérations par lots, par Préfecture et pour la zone, avec :

- Les intitulés et localisations de chaque opération ;
- L'état d'avancement technique et financier de chaque projet
- Les éléments bloquants ou les validations à venir

Ce rapport est transmis à la DZTNUM.

13.4 Reporting annuel

Un rapport annuel des opérations est établi durant le mois suivant la date anniversaire de prise d'effet du marché par le titulaire et transmis à :

Ce rapport doit faire la synthèse des opérations par lots, par Préfecture et pour la zone, avec :

- Les intitulés et localisations de chaque opération ;
- L'état d'avancement technique et financier de chaque projet
- Les événements marquants de la période et les difficultés rencontrées
- Les projets à venir

Ce rapport est transmis à toutes les parties identifiées au moins un mois avant la réunion de présentation.

Le rapport annuel reprend chaque point développé dans les rapports mensuels et traite l'intégralité de l'accord-cadre par lot, y compris les clauses sociales prévues à l'article ARTICLE 16 - du présent CCAP.

Une réunion de présentation du rapport annuel de maintenance est prévue dans le cadre du pilotage du marché. A l'initiative de la DZTNUM, elle est programmée dans les deux mois qui suivent la date anniversaire de la prise d'effet du marché (cas particulier de la dernière année : dans le dernier mois d'exécution du marché).

Le coût de cette réunion annuelle est inclus dans le prix du marché subséquent ou du bon de commande.

ARTICLE 14 - ATTESTATIONS FISCALES, SOCIALES ET ASSURANCES

Les titulaires remettent au pouvoir adjudicateur chargé de la passation de l'accord-cadre les documents listés ci-dessous.

14.1 Documents à remettre préalablement à la notification du marché

- une attestation d'assurance (cf. article 11 Assurances) ;
- les coordonnées de l'interlocuteur dédié et de son suppléant ;
- la liste du personnel chargé de l'exécution du marché ;
- les conditions d'exécution des prestations.

14.2 Documents à remettre tous les 6 mois

- une attestation sur l'honneur de réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2 du code du travail ;
- les attestations fiscales et sociales à jour.

Le non-respect des délais de transmission de l'ensemble des documents ci-dessus énumérés entraîne des pénalités telles que définies à l'article 19 PÉNALITÉS.

ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourraient être modifiées au cours de son exécution via la clause de réexamen.

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants. L'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

La clause de réexamen concerne aussi bien les prestations forfaitaires que les prestations unitaires.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourraient être modifiées au cours de son exécution.

Toute demande de modification (activation de la clause) devra faire l'objet :

d'une information préalable au titulaire ou à l'acheteur public pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;

d'une première proposition du titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;

d'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant des prestations.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article « Résiliation du marché – Exécution par défaut » du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

15.1 Modifications de certaines prestations

Il est possible de modifier les prestations dès lors que ces modifications ne sont pas substantielles.

Ainsi, il est possible de modifier le nombre de réunions, le nombre de jours de prestation par profil, les livrables ou documents à fournir et d'ajouter des types de profils et/ou des prestations spécifiques en fonction des besoins apparus en cours d'exécution.

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial du bon de commande ou du marché subséquent concerné, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30%).

15.2 Modification des caractéristiques techniques

Il s'agit ici de modifications techniques telles que des changements dans la configuration des systèmes de gestion bâtementaire ou sécuritaire, modifications ayant un impact sur le mode d'exécution des prestations suite à évolution organisationnelle et/ou évolution technologique telle que :

- progrès techniques de nature diverses ;
- évolution des systèmes et licences associées, y compris évolution des systèmes technique détection/anti-intrusion, reconnaissance faciale, etc.;

Les modifications précitées des installations peuvent également avoir pour cause les travaux à venir sur les points suivants :

- aménagements extérieurs : cours, clôtures, portillon, ... ;
- installations électriques : évolution des systèmes électriques et de chauffage (y compris relamping, éclairages, centrale de traitement de l'air, etc.) ;
- modifications de toitures ou d'autres aspects constructifs du ou des bâtiments impactant les prestations

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 50 % le montant initial du bon de commande ou du marché subséquent concerné, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 50%).

15.3 Modification du montant maximum des prestations par lot

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ouvre la possibilité de recourir à une clause de réexamen pour réévaluer le montant maximum des prestations en cours ou à l'issue de chaque période du marché.

Ce réexamen prend la forme d'un rendez-vous de négociation si les projets du site nécessitent une augmentation ou une diminution du montant maximum, l'une ou l'autre des parties au contrat pouvant être à l'initiative de la renégociation. Cette augmentation ou diminution du montant peut être consécutive à des travaux sur le site ou à une réorganisation durable des prestations suite à des événements extérieurs tels que ceux définis à l'article 15.5 Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre du présent CCAP.

En cas d'accord des parties sur un nouveau montant maximum, celui-ci fait l'objet d'un avenant, dans la limite fixée à deux fois le montant maximum initial (par exemple : un montant de prestations initial de 100 000 euros HT par période ne pourra être réévalué à plus de 200 000 euros HT sur la période).

En cas d'échec des négociations, le montant maximum initial (ou renégocié contractuellement) sera maintenu.

15.4 Ajustement périodique du BPU par lot

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ouvre la possibilité de recourir à une clause de réexamen pour ajuster les références du BPU compte-tenu de l'obsolescence matérielle et logicielle. Cela permettra de garantir l'évolutivité des matériels et logiciels en modifiant les désignations et caractéristiques techniques des produits.

Ce réexamen prend la forme d'un rendez-vous de négociation périodique définie entre le titulaire, le représentant du Pouvoir Adjudicateur le service bénéficiaire et la DZTNUM au démarrage du marché.

15.5 Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le titulaire a une obligation de résultat.

Il s'assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

15.5.1 Prolongation de la durée du contrat

La durée de l'exécution du contrat pourra être éventuellement prolongée.

15.5.2 Surcoûts éventuels

Le pouvoir adjudicateur pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- liés à la période d'interruption (coûts directs)
- liés aux nouvelles modalités d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur établira des modifications contractuelles (ou avenants) sur la base de la clause de réexamen, pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre de la pandémie.

15.6 Transfert du marché à un autre titulaire

Dans le cas où la société titulaire ferait l'objet :

- d'une fusion ;
- d'une transformation de sa forme juridique ;
- d'une restructuration ;
- d'une acquisition (cession et donation) ;
- d'une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- d'une location gérance ;

pourra alors être établie une modification contractuelle de transfert.

La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.

La poursuite du contrat avec le nouveau titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché.

Dans le cas d'une substitution de titulaire, le titulaire s'astreint à une obligation d'informer le titulaire pressenti du contrat le liant au ministère de l'Intérieur ainsi qu'à une obligation d'informer ledit ministère, pouvoir adjudicateur d'un tel événement.

15.7 Retrait d'un bâtiment, d'un espace ou de certains équipements (hors périmètre clause de réexamen)

Si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, des bâtiments, un espace ou équipements devaient être retirés du périmètre initial, l'acheteur utilisera les mécanismes habituels de modification contractuelle (hors clause de réexamen) pour retirer sans indemnités les bâtiments, espaces ou équipements concernés des DPGF concernées.

Le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, le retrait de bâtiments ou espaces fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article 20 RÉSILIATION DU MARCHÉ et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

ARTICLE 16 - CLAUSE SOCIALE

16.1 Mise en œuvre de la clause sociale

Le dispositif d'insertion étant une condition d'exécution obligatoire du marché, le candidat s'engage à tout mettre en œuvre avec le concours du facilitateur des clauses sociales pour concrétiser au mieux l'action d'insertion proposée en annexe au présent acte d'engagement.

Afin d'accompagner la mise en œuvre des clauses sociales, un guichet unique pour les régions Bretagne, Normandie et Pays de Loire sont mis en place.

Selon la localisation du projet, le titulaire s'adresse au facilitateur de la région concernée qui va guider l'entreprise dans la mise en œuvre de la clause.

Bretagne :

DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST CHARGE DE MISSION « CLAUSE D'INSERTION »

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Tél : 02.98.42.08.24

Contacts :

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet : c.amberlin@defisemploi.bzh

Magalie LE CORRE – Chargée de mission : m.lecorre@defisemploi.bzh

Tancrède CHAUVIERE – Chargé de mission : t.chauviere@defisemploi.bzh

Normandie :

CAEN LA MER EMPLOI ET COMPETENCES « CLAUSE D'INSERTION »

1 place de l'Europe - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Tél : 02.31.44.42.45

Contact : Céline PERRIOT

Responsable Clause sociale d'insertion : c.pierrot@calmec.fr

Pays de Loire :

NANTES METROPOLE « CLAUSE D'INSERTION »

2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

Tél : 02.40.99.32.91

Contact : Mme Odile Michel

clausesociale@nantesmetropole.fr

Centre Val de Loire :

Le facilitateur régional est cours de désignation.

Dès lors qu'il sera désigné, le pouvoir adjudicateur en informera les titulaires qui devront mettre en œuvre la clause sociale dans les mêmes conditions que pour les 3 autres régions, uniquement sur les marchés subséquents, ceci afin de ne pas influencer sur la présentation des offres des candidats au titre de l'accord-cadre.

- Modalités de contrôle :

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de la ou des actions sociales pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur, le titulaire fournit tous renseignements propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale. Il produit par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné ci-dessus, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

- Les cas particuliers : la sous-traitance

En cas de sous-traitance l'entreprise attributaire, doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale. Elle peut décider de demander au sous-traitant de réaliser cette action.

16.1.1 Bons de commande de 180 000€ à 250 000€ : Immersion en entreprise (hors région CVL)

Cette action concerne les bons de commande dont le montant s'échelonne entre 180 000€ et 250 000€HT.

Elle vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues « travailleur handicapé », habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un demandeur d'emploi jeunes ou adultes dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP). Convention avec le Service Public de l'emploi
- Par l'accueil d'un public jeune étudiant, en lien avec un établissement universitaire ou assimilé local, dans le cadre d'une convention de stage

Le nombre d'heure d'immersion est déterminé selon le montant HT du bon de commande sur la base de 35 heures d'insertion par tranche de 60 000€HT de travaux. Le tableau ci-dessous détaille à titre d'exemple le nombre d'heures par tranche entre 180 000 et 240 000€HT :

Montant bon de commande	Nombre d'heures d'insertion	Équivalent semaines en ETP
180 000€HT	105	3
240 000€HT	140	4

Le nombre d'heures est arrondi au palier inférieur de la tranche. En d'autres termes :

- un bon de commande d'un montant de 200 000€HT prévoit 105H d'insertion ou 3 semaines en ETP

Les offres de stage seront obligatoirement communiquées à la structure facilitatrice.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : convention de stage et bilan du stage.

16.1.2 Marchés subséquents supérieurs à 250 000€HT : heures de clauses d'insertion

Le nombre d'heure d'insertion est déterminé selon le montant HT du marché subséquent sur la base de 35 heures d'insertion par tranche de 60 000€HT de travaux. Le tableau ci-dessous détaille à titre d'exemple le nombre d'heures par tranche entre 250 000 et 700 000€HT :

Montant Marché subséquent	Nombre d'heures d'insertion	Équivalent semaines en ETP
250 000€HT	140	4
300 000€HT	175	5
360 000€HT	210	6
420 000€HT	245	7
480 000€HT	280	8
540 000€HT	315	9
600 000€HT	350	10
660 000€HT	385	11

Le nombre d'heures est arrondi au palier inférieur de la tranche. En d'autres termes :

- un marché subséquent d'un montant de 400 000€HT prévoit 210H d'insertion ou 6 semaines en ETP

L'entreprise titulaire pourra recourir à la modalité de mise en œuvre de son choix :

- embauche directe. Quel que soit le type de contrat, l'éligibilité du bénéficiaire doit alors être validée par le facilitateur en amont du recrutement ;
- recours à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ;
- mise à disposition de personnel via une association intermédiaire, une agence d'intérim d'insertion (E.T.T.I) ou une agence d'intérim classique référencée par le facilitateur ;
- sous-traitance ou co-traitance avec une entreprise d'insertion, un chantier d'insertion, une entreprise adaptée ou un établissement de service et d'aide par le travail.

Après attribution du marché subséquent, et en cas de cumul par l'entreprise attributaire de plusieurs obligations de clause d'insertion contractées auprès SGAMI OUEST, une optimisation de ces dernières au profit d'une seule et même personne sur un emploi direct et durable pourra être étudiée avec le facilitateur du marché.

L'entreprise titulaire désigne en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment :

- Prendre contact, dans les 4 semaines suivant la notification du marché, avec le facilitateur afin de mettre en place une réunion spécifiquement dédiée à la mise en œuvre de l'obligation d'insertion ;
- Coordonner le lien entre le facilitateur et les éventuels sous-traitants du titulaire afin que l'ensemble des prescriptions liées à la présente clause sociale, dont le titulaire demeurent le garant, puissent être déclinées de manière conforme ;
- Désigner en interne la/les personnes en charge du tutorat en entreprise des personnes accueillies en application de la présente disposition.

Seront validés / définis par le facilitateur, et pour chacune des entreprises intervenantes et concernées par la clause sociale :

- la conformité du scénario de mise en œuvre,
- l'éligibilité du public,
- les modalités de suivi, de reporting et leur régularité.

Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par l'entreprise titulaire vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée au facilitateur du marché désigné par le maître d'ouvrage. La mise en œuvre de l'obligation et de l'ensemble des prescriptions ici mentionnées demeurent de la responsabilité de l'entreprise titulaire.

16.1.3 Non réalisation de l'objectif d'insertion sociale

Le non respect de cette clause entraîne l'application de pénalités détaillées à l'article 19 PÉNALITÉS.

Le montant des pénalités, lorsqu'il peut être retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire, vient en atténuation de la dépense. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un titre de recette à l'encontre du titulaire.

Cependant, en cas de difficultés conjoncturelles sérieuses survenant en cours de marché et affectant durablement l'entreprise, le titulaire et le pouvoir adjudicateur veilleront en priorité, dans l'intérêt général, à préserver l'emploi dans l'entreprise ou le groupement d'entreprises titulaire, ainsi que dans les entreprises sous-traitantes éventuelles.

Cette situation pourra être observée, notamment, dans les deux cas suivants :

- ☞ La mise en place du chômage partiel,
- ☞ La mise en place d'un plan social.

La reconnaissance d'une telle situation sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché, dont une copie sera notifiée, pour information, à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, administration compétente quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

De même et en cas de circonstances particulières expliquant la non réalisation partielle des obligations relatives à l'insertion, qui ne soient pas le fait de l'entreprise, et sur la base d'un avis motivé du facilitateur chargé du suivi du marché, le maître d'ouvrage pourra décider de ne pas appliquer de pénalités. Les motifs d'une telle décision devront notamment s'appuyer sur le fait que l'entreprise aura réuni les conditions et mis à disposition les moyens d'une réalisation complète de ses obligations, et que ce sont des motifs conjoncturels indépendant de sa volonté qui l'auront empêchée.

16.2 Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR, disponibles sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagne dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

16.3 Label « Egalité « Homme-Femme » et lutte contre les discriminations

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les hommes et les femmes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, les titulaires des marchés du ministère de l'Intérieur devront s'assurer qu'ils :

- respectent leurs obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- ne sont pas condamnés pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du code pénal) et pour le non respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L. 1146-1 du code du travail) ;
- mettent en place (pour les entreprises de plus de 50 salarié(s) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

ARTICLE 17 - CLAUSES ET ENVIRONNEMENTALES

En application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du CCP, ce marché fait l'objet de conditions d'exécution obligatoires relevant du domaine environnemental.

Traçabilité des déchets

Depuis le 1^{er} janvier 2022 (décret n°2021-321), la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments (articles R541-42 à R541-48 du code de l'environnement) s'effectue obligatoirement de façon dématérialisée, via la création d'un registre national des déchets, d'un registre national des terres excavées et des sédiments ainsi que d'une plateforme Trackdéchets

Ce décret n°2021-321 comprend **trois obligations réglementaires impliquant une dématérialisation** pour tous les acteurs de la chaîne du déchet dangereux dont fait partie le titulaire :

- la déclaration d'informations au registre national électronique des déchets pour tous les détenteurs, à l'exception des ménages, de déchets dangereux ou de déchets POP au sens de l'art R. 541-8 (les producteurs, les installations de traitement pour leurs flux entrants et sortants, les collecteurs, transporteurs, négociants, courtiers), ainsi que les installations de stockage et d'incinération de traitement de déchets non-dangereux non inertes, et les installations effectuant une sortie du statut de déchets ;
- la déclaration d'informations au registre national électronique des terres excavées et sédiments par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments ;
- L'utilisation du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets pour les déchets dangereux et les déchets POP au sens de l'article R. 541-8. La transmission des données à ce système de gestion pour l'élaboration des bordereaux de suivi de déchets dangereux vaut transmission au registre national déchet (si les conditions de contenu et délai définis au code de l'environnement sont respectées).

Deux systèmes d'information nationaux permettent de s'acquitter de ces 3 obligations :

- Le **registre national électronique des déchets, terres et sédiments**, pour ce qui relève de la transmission des informations constitutives des registres chronologiques ;
- La plateforme **Trackdéchets**, <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>, pour ce qui relève de l'émission des bordereaux de suivi de déchets.

L'enregistrement des informations doit avoir lieu, au plus tard sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets.

Le registre national est une unique base de données à laquelle seront transmises les informations constituant les registres chronologiques relatifs aux déchets et aux terres excavées et sédiments.

La plateforme Trackdéchets sera, à terme, interconnectée au registre national et l'alimentera automatiquement, évitant aux personnes gérant des déchets dangereux d'avoir à déclarer des informations au registre national, en plus d'émettre des BSD.

Les données déclarées au titre des obligations réglementaires mentionnées ci-dessus seront ainsi toutes versées dans une unique base de données nationale.

Le titulaire s'engage également à respecter les obligations suivantes :

- Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 85dB ;
- L'entreprise devra, préalablement au début des travaux, présenter au maître d'œuvre, sur demande de ce dernier, les mesures qu'il envisage de prendre pour atténuer le bruit.

Schéma d'organisation et de gestion des déchets

Le titulaire doit également se conformer au schéma d'organisation et de gestion des déchets qu'il a fourni à la remise de son offre.

Le non-respect des clauses environnementales et la non-déclaration ou transmission des informations dans les délais prévus entraînent l'application d'une pénalité (cf. article 19 PÉNALITÉS).

ARTICLE 18 - CLAUSES DE CYBERSECURITE

18.1 Préliminaires portant protection de l'information

La mise en œuvre des présentes stipulations ne dispense pas de l'application des documents suivants :

- L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale (IGI 1300).
- L'instruction interministérielle n°901 (II 901) relative à la protection des systèmes d'information sensibles afférente aux informations « DIFFUSION RESTREINTE ».
- Le Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) dit RGPD.

18.2 Règles relatives au règlement général sur la protection des données

18.2.1 Généralités

Article 18.2.1.1 : Le titulaire confirme avoir pris connaissance des règles de sécurité à appliquer en signant le formulaire d'engagement et de reconnaissance de responsabilité joint en annexe.

Article 18.2.1.2 : Le titulaire doit rédiger un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) joint en annexe précisant les engagements de ce dernier pour répondre aux exigences de sécurité du marché et les moyens qu'il mettra en œuvre pour assurer que les biens produits respectent les exigences de sécurité du marché.

18.2.2 Hébergement et accès aux données

Article 18.2.2.1 : Le soumissionnaire précise dans son offre les lieux géographiques dans lesquels les données informatiques liées à la prestation seront hébergées.

18.2.3 Exigences de sécurité

Article 18.2.3.1 : Les données de l'acheteur, quel que soit leur support, sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation envers l'acheteur ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans les prestations couvertes par le marché remporté par le titulaire ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

Article 18.2.3.2 : Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous ses agents appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, une attestation de reconnaissance de responsabilité (Cf. annexe) par laquelle lesdits agents attestent avoir pris connaissance des exigences et contraintes de sécurité imposées par l'acheteur, ainsi que de la législation applicable.

Article 18.2.3.3 : Le titulaire a l'obligation de communiquer au service bénéficiaire du marché la liste de ses agents, que ceux-ci soient salariés du titulaire ou salariés d'un de ses sous-traitants, susceptibles d'intervenir dans l'exécution du marché. Tout changement dans la composition de cette liste doit être porté à la connaissance de cet organisme sans délai. À défaut, un état de lieux annuel de cette liste sera adressé à l'organisme bénéficiaire du marché à la date anniversaire de la signature dudit marché.

Article 18.2.3.4 : Dans le cas où des informations sensibles, quelle que soit la forme de leur support, sont appelées à être conservées dans les locaux du titulaire, leur support papier ou électronique doivent être disposées en dehors de leur utilisation dans des armoires fermant à clé et dont la clé est conservée par la seule personne responsable de leur utilisation.

Article 18.2.3.5 : Le titulaire conserve et traite les données de l'acheteur de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'acheteur suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.

Article 18.2.3.6 : Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un système d'information de l'acheteur n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.

Article 18.2.3.7 : Le titulaire ne tente pas d'accéder à des informations ou des ressources informatiques ne faisant pas partie du périmètre de la prestation.

Article 18.2.3.8 : À la fin de la prestation, le titulaire doit restituer les matériels fournis par l'acheteur (postes de travail, clefs USB, badge d'accès etc.)

Article 18.2.3.9 : Le titulaire est tenu de s'assurer d'une destruction effective des documents sensibles à l'issue du marché ou en cas de perte d'utilité fonctionnelle de ceux-ci.

18.2.4 Auto-contrôle du titulaire

Article 18.2.4.1 : Le titulaire effectue des autocontrôles de conformité aux exigences du marché pour garantir et maintenir un niveau de sécurité adéquat durant toute la durée de la prestation. Ceux-ci doivent à minima être réalisés annuellement. Le titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve de ces autocontrôles sur demande de l'acheteur.

18.2.5 Incidents de sécurité

Article 18.2.5.1 : Le titulaire, en cas de tentative d'intrusion ou d'intrusion sur ses systèmes d'information, à l'obligation d'en porter immédiatement connaissance aux services compétents du Ministère de l'Intérieur.

18.2.6 Sous-traitance

Article 18.2.6.1 : Les obligations du titulaire, y compris les clauses de sécurités, s'appliquent intégralement à ses sous-traitants et sont sous sa responsabilité.

18.2.7 Transfert du marché

Article 18.2.7.1 : Dans le cas d'une reprise du marché, le nouveau titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

Le titulaire initial veille donc à assurer l'ensemble des opérations pour que le nouveau titulaire puisse reprendre l'exécution du marché dans de bonnes conditions (transfert de compétences, documentations...). Durant la phase de transfert, l'assurance de la sécurité réside notamment dans :

- La gestion des accès et des habilitations ;
- Le transfert de responsabilités ;
- La fourniture d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées ;
- La gestion de la continuité de l'activité.

Le titulaire initial reste responsable de la sécurité jusqu'à la fin de la phase de transfert.

ARTICLE 19 - PÉNALITÉS

Les pénalités :

- ont pour but de garantir à l'acheteur le respect par son cocontractant des stipulations contractuelles ;
- sont hors champ de la TVA.
- peuvent être précomptées sur les paiements partiels définitifs versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des factures ;
- ne présentent aucun caractère libératoire, le titulaire étant intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à leur application ;
- n'exonèrent pas le titulaire (ou ses sous-traitants) des obligations de réparation dans le cas où sa responsabilité est engagée à concurrence du montant effectif du préjudice subi par le service de l'État
- sont applicables sans exonération ni limite par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG TRX.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

19.1 Modalités d'application

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit (courriel, LRAR via PLACE ou courrier postal avec accusé de réception) le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

19.2 Cas de cumul et plafond

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le cumul du montant des diverses pénalités ne pourra excéder 15% du montant du bon de commande ou du marché subséquent.

19.3 Force majeure

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le maître d'ouvrage, toutes les mesures à prendre pour assurer la continuité des travaux dans les conditions définies au marché.

19.4 Montants des pénalités

PÉNALTÉS	MONTANT	OCCURRENCE	PRECISIONS
Clauses environnementales	100 €	Par constat	Non respect du niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) de 85dB (sauf si bâtiment inoccupé)
	100 €	Par jour calendaire de retard	Bordereau de suivi des déchets : bordereau absent ou incomplet pour la traçabilité des déchets
	200 €	Forfaitaire	Absence de production des éléments pour le contrôle et le suivi des déchets – Bordereaux de suivi incomplets
Clause sociale	100 €	Par jour calendaire de retard	Non-transmission des justificatifs nécessaires à la vérification de la mise en œuvre des actions, soit d'immersion, soit d'insertion (relevé mensuels d'heures, contrats de travail, factures des structures d'insertion,...)
	500 €	Par semaine d'immersion ou d'insertion non contractualisée	Non-respect des obligations relatives aux heures d'immersion ou d'insertion prévues aux articles 16.1.1 et 16.1.2 du présent CCAP
Préparation des travaux	100 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Sécurité	100 €	Par constat	Non respect des stipulations de l'article 4 du présent CCAP
Exécution des études et/ou des travaux	100 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Délai de remise en Etat (Garantie de Temps de Rétablissement)	100 €	Par heure de retard	Panne non urgente (cf. art 3322 et 3323 du CCTP)
	200 €	Par heure de retard	Panne urgente (cf. art 3322 et 3323 du CCTP)
Documents d'exécution	100 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai pour la remise de la liste des documents d'exécution pendant la période de préparation Non respect du délai pour la remise des plans d'exécution, des note de calculs et études de détails
Chantier	100 €	Par constat	Non respect des horaires
	100 €	Par constat	Absence ou retard aux réunions
	100 €	Par jour calendaire	Fermeture du chantier

PÉNALITÉS	MONTANT	OCCURRENCE	PRECISIONS
	100 €	Par constat	Défaut de nettoyage et de repliement
	100 €	Par jour calendaire	Non respect du délai de repliement des installations et remise en état des lieux
SPS	100 €	Par constat	Absence de remise des documents ou par infraction constatée par rapport aux consignes d'hygiène et sécurité et aux dispositions du PGC
	200 €	Par constat	Absence / Retard à la visite d'inspection commune
	100 €	Par jour calendaire de retard	Non remise du PPSPS avant la démarrage des travaux
	200 €	Par constat	Non-respect des indications du CSPS
Documents fournis après exécution	200 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Retard pour levée des réserves	200 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Travail dissimulé	10% du montant TTC du marché	Dès le constat	Cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en la matière.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il est fait application des dispositions définies aux articles 49 à 53 du CCAG, sauf dérogations du présent CCAP portées aux dispositions présentées à l'article 52 du CCAG et dans le respect des dispositions de l'article 48 de ce même CCAG.

20.1 Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, aucune indemnité ne sera versée au titulaire après résiliation pour motif d'intérêt général d'une commande ou d'un marché subséquent. Seuls les frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution pourront être pris en compte sur justifications, dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision.

Outre les cas et les conditions de résiliation de la commande ou du marché subséquent définis à l'article 50 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En application de l'article 11 du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 08 avril 2022, modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, au 23 de l'article 1^{er}, la résiliation des contrats en cours d'exécution en application du règlement ne pourra donner lieu, au bénéfice des entités se trouvant dans l'un des cas mentionnés au règlement, à aucune indemnisation, y compris une compensation, une prorogation de paiement ou une garantie. Les règles relatives à l'indemnisation des titulaires du fait d'une résiliation à l'initiative de l'acheteur, quel qu'en soit le motif, se trouvent donc écartées.

Par ailleurs, après mise en demeure du maître d'ouvrage, si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux délais définis par les bons de commande ou les marchés subséquents, dans un délai déterminé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage de sa mise en liquidation judiciaire en produisant une **copie du jugement de liquidation judiciaire** désignant le liquidateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur (le maître d'ouvrage) adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure l'invitant à se prononcer sur la résiliation du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

Si le liquidateur confirme que votre opérateur économique n'est pas en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de toute réponse de sa part au-delà d'un mois, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui imparti un délai plus court.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire et n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 21 - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 22 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français. Il est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Tous les actes administratifs détachables du marché, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français.

Les dispositions de l'article 55 du CCAG s'appliquent.

22.1 Accord à l'amiable

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

22.2 Modes alternatifs

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir l'un ou plusieurs des modes alternatifs de règlement des conflits, soit la médiation, l'arbitrage ou le recours au règlement amiable des différends dont principalement :

a) Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à Monsieur le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Si, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'a pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

b) Médiateur des entreprises rattaché auprès du ministère de l'économie et des finances, conformément aux dispositions de l'article L.2197-4 et R.2191-23 à 24 du CCP, contactable en suivant le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

c) Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

Le secrétariat du CCIRA de Nantes peut également être contacté aux coordonnées suivantes :

Tél. : 02 53 46 79 02

Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

22.3 Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent.

ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles C.C.A.P.	Articles C.C.A.G.
3	4.1
8.2	18.1.4
8.4	19.2.3
8.4	19.2.4
9.1	4.2
9.3.1	3.8.1
9.3.2	14.3
10.1.2	10.4
10.1.3	9.4
10.1.6	14, 15 et 16
10.2	42.5
10.4.3	12.3 et 12.4
10.4.3	12.3.1 et 12.3.2
10.4.3	12.4.4
10.4.3	12.3.4
11.1.2	8.1.3
11.1.3	34
11.3.1	28.1
11.3.2	28.5
12.3	40
12.6	44.2
17.1	19.1.2 et 19.2.2
20.1	50.4
20.1	52.1